

JAN. 2016 mut^{#6} occitanie



LA REVUE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE MIDI-PYRÉNÉES

Mutuelle d'entreprise : un progrès significatif loin de constituer une véritable généralisation.

Loi vieillissement : la Mutualité Française membre de la Conférence des financeurs du Lot.

Premières actions de prévention à la Cité de la santé.



MIDI-PYRÉNÉES

Sommaire

PROTECTION SOCIALE ET SYSTÈME DE SANTÉ

Mutuelle d'entreprise : un progrès significatif loin de constituer une véritable généralisation.

3

Loi vieillissement : la Mutualité Française membre de la Conférence des financeurs du Lot.

4

OFFRE DE SOINS

Premières actions de prévention à la Cité de la santé.

5

Les Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes.

6

PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ

Un programme sur l'alimentation dédié à la petite enfance, en partenariat avec l'ARS.

7

Revue destinée aux décideurs de la région Midi-Pyrénées et aux partenaires de la Mutualité Française Midi-Pyrénées

Mutualité Française Midi-Pyrénées - 3, rue de Metz - BP 7018 - 31068 Toulouse - Tél. 05 34 44 33 10

Organisme régi par le Livre I du Code de la Mutualité et inscrit au répertoire Sirene sous le numéro SIREN 444 453 393. Directeur de la publication et de la rédaction : Pierre-Jean GRACIA - Impression : Delort - ZI de Vic, 2-4 rue de l'Industrie - 31320 Castanet-Tolosan. Photo de couverture : fotolia.com. Dépôt légal N°ISSN : 2416-6774

Édito



« Liberté, démocratie et laïcité, plus que jamais, réaffirmons ces valeurs qui sont les fondements même de la Mutualité. »

Il est des périodes de troubles où nous revenons à nos fondamentaux. L'année 2015 aura été marquée par un contexte économiquement et socialement tendu et une fin d'année bouleversée par l'obscurantisme. Le réveil a été difficile et aujourd'hui, plus que jamais, nous devons réaffirmer ce qui nous a construit : la liberté, la démocratie, la solidarité et la laïcité.

2016 sera une année de défis, d'espoir et de construction dans le domaine de la protection sociale, mais également pour le mouvement mutualiste. Tout d'abord, la réforme territoriale a donné naissance à la grande région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées où toutes les synergies sont à construire. Puis, l'adoption de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, promulguée le 28 décembre dernier, qui, au travers de la mise en place des Conférences de Financeurs de la Perte d'Autonomie ouvre les champs de la collaboration et de l'efficacité. Également, depuis le 1^{er} janvier, la mise en place au sein des entreprises de l'Accord National Interprofessionnel, qui, bien que restreint au monde de l'entreprise, démontre l'impérieuse nécessité d'un accès aux soins pour tous. Enfin, l'adoption du tiers payant généralisé pour l'ensemble de la population qui réaffirme l'importance d'un travail concerté et constructif entre l'État, l'Assurance maladie, les organismes complémentaires et les médecins dans un objectif commun : faciliter l'accès aux soins du plus grand nombre. C'est dans cet esprit de construction et de fraternité que je vous adresse mes meilleurs vœux.

« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. » Antoine de Saint-Exupéry.

Pierre-Jean GRACIA

Président de la Mutualité Française Midi-Pyrénées

LES PRINCIPALES MUTUELLES DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE



Mutuelle d'entreprise: un progrès significatif loin de constituer une véritable généralisation.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, toutes les entreprises se doivent de proposer une complémentaire santé à leurs salariés, en lien avec l'Accord National Interprofessionnel de janvier 2013. Cette mesure, bien que positive, ne constitue pas une véritable généralisation et risque de pénaliser les personnes exclues du marché du travail.



Tout employeur doit désormais proposer aux salariés une complémentaire santé qu'il cofinance à 50 % au moins. Parmi les 4 millions de salariés, 400 000 d'entre eux auparavant non couverts, pourront accéder à une complémentaire santé. 3,6 millions verront leur contrat individuel transformé en contrat collectif¹.

Les contrats proposés dans le cadre de l'ANI doivent respecter un panier de soins minimal comprenant la prise en charge intégrale du ticket modérateur pour l'ensemble des actes (à l'exclusion de l'homéopathie, des cures thermales et des médicaments au SMR² insuffisant); la prise en charge de l'intégralité du forfait journalier sans limitation de durée; les soins dentaires prothétiques et soins d'orthopédie dento-faciale à hauteur d'au moins 125 % du tarif de la Sécurité sociale; un forfait minimum en optique selon le degré de correction. Pour être considérés comme responsables et bénéficier d'une fiscalité avantageuse, ces contrats devront respecter les plafonds de remboursement en optique et sur les dépassements d'honoraires.

Bien que positive pour ceux qui en bénéficient, la Mutualité Française regrette le manque de cohérence de cette mesure

Une véritable généralisation de la complémentaire passe par une aide à la personne et non au contrat.

qui laisse de côté les personnes exclues du marché du travail (chômeurs, jeunes et retraités). Ces populations, déjà en situation de fragilité, devront se tourner vers des contrats individuels, alors même que certains acteurs risquent de compenser leurs pertes sur le marché du collectif en augmentant les cotisations des contrats individuels.

Il est dommageable que cette réflexion sur l'accès de tous à une couverture complémentaire n'ait pas pris en compte la fiscalité des complémentaires taxées à 13,27 % contre 2,5 % il y a dix ans. Une telle ponction ne peut que freiner l'accès aux

complémentaires. Or le renoncement aux soins est deux fois plus important en cas d'absence de couverture.

Bien que le gouvernement ait annoncé la mise en place d'un « chèque santé » pour les travailleurs précaires et des mesures pour les retraités, nous assistons à une logique assurantielle de segmentation, mettant en péril les principes de solidarité et de mutualisation entre assurés. Une véritable réforme serait de généraliser l'accès à la complémentaire santé via un dispositif universel, simple et juste qui s'adresserait à tout un chacun en fonction de ses revenus et de son statut.

focus

Tiers payant généralisé

Le 17 décembre dernier, les députés ont adopté en lecture définitive le projet de loi de modernisation du système de santé comportant l'article 83 qui instaure la généralisation du tiers payant.

Dès le 1^{er} juillet 2016, les médecins pourront pratiquer le tiers payant avec tous leurs patients couverts à 100 % par l'Assurance maladie.

À partir du 1^{er} janvier 2017, les médecins pourront proposer le tiers payant à l'ensemble de leurs patients.

Malgré la décision du Conseil Constitutionnel d'invalider le tiers payant sur la partie complémentaire, la Mutualité Française est déterminée à poursuivre les travaux en cours avec l'ensemble des acteurs dont l'Assurance Maladie Obligatoire, pour être en mesure de proposer, à tous, le tiers payant sur la part complémentaire d'ici 2017.

¹ Source : FNMF www.mutualite.fr

² Service Médical Rendu



Loi vieillissement: la Mutualité Française membre de la Conférence des financeurs du Lot.

Promulguée le 28 décembre 2015 par le Président de la République, la loi d'adaptation de la société au vieillissement est entrée en vigueur. Ce texte, visant à préparer la société française au vieillissement de sa population, en anticipant la prise en charge et en garantissant l'autonomie des personnes âgées, instaure notamment les Conférences départementales des Financeurs de la Perte d'Autonomie. Ainsi, la Mutualité Française participe d'ores et déjà à l'expérimentation sur le département du Lot.

Conférence des Financeurs de la Perte de l'Autonomie: les acteurs du Lot se mobilisent.

Dispositif phare de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, la Conférence des financeurs est en expérimentation dans vingt-six territoires préfigurateurs, dont le département du Lot. Cette conférence réunit l'ensemble des acteurs du secteur que sont la MSA, la CARSAT, le RSI, la CPAM, l'ANAH et la Mutualité Française, membre de droit de par ses activités de complémentaire santé, d'actions de prévention et de promotion de la santé et de gestionnaire de services de soins. Ainsi, les membres de la Conférence s'appliquent à réaliser un diagnostic des besoins en matière de

prévention auprès des personnes âgées de 60 ans et plus et à recenser les initiatives locales afin d'établir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives.

Une loi principalement axée sur le maintien à domicile.

Comportant initialement deux volets, dont un sur l'hébergement en établissement, la loi d'adaptation de la société au vieillissement se restreint finalement à l'amélioration de la prise en charge du maintien à domicile. Principale mesure financière de la loi, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie sera revalorisée. Ainsi les plafonds d'aide mensuelle seront rehaussés de 100€ en

GIR4* à 400€ en GIR1*. Le statut de proche aidant est également reconnu grâce à un amendement permettant, en cas de soudaine dégradation de l'état de santé de la personne aidée ou d'une crise nécessitant une action instantanée, de bénéficier immédiatement du congé de proche aidant. Bien qu'incluant quelques mesures sur la prise en charge en EHPAD comme une meilleure transparence des tarifs de l'hébergement, dont le panier de prestations minimales a été publié par décret le 31 décembre dernier, la loi ne résout malheureusement pas le problème du reste à charge laissé au résident et à la famille.

* Évaluation de la personne la plus dépendante (GIR1) à la moins dépendante (GIR6)

focus

La Mutualité Française signataire de la charte JACOB pour l'accessibilité aux soins des personnes en situation de handicap.

Si le projet de loi comporte des avancées importantes pour le maintien à domicile, le volet consacré aux personnes hébergées en établissement a été quasiment abandonné. Les dispositions relatives aux EHPAD comportent quelques mesures sur le cadre budgétaire qui ne répondent pas aux besoins de plus en plus importants en terme de ressources financières et par là même, humaines. Elles ne résolvent pas non plus le problème du reste à charge laissé au résident et à la famille.

La Mutualité Française demande donc à ce qu'une nouvelle concertation soit engagée, mettant à plat les modalités actuelles de financement des EHPAD, avec les deux principaux financeurs que sont l'Assurance maladie et les départements, ainsi que les personnes âgées elles-mêmes, afin d'aboutir enfin à une vraie réforme.



En présence de : Alain Radigalès, Henri Nayrou, Monique Cavalier, Elvire De Almeida-Loubière, Louis Lareng, Michel Boussaton et Pascal Jacob.

Premières actions de prévention à la Cité de la santé.

L'activité prévention et promotion de la santé a débuté au sein de la Cité de la santé, projet innovant initié par le CHU de Toulouse. La Mutualité Française Midi-Pyrénées, coordinatrice sur le champ de la prévention, a organisé le 29 janvier dernier, une première journée grand public gratuite « En forme ! Et vous ? ». Organisée en partenariat avec EFormip, Interfel, la Ligue contre le cancer et la Mairie de Toulouse, cette action visait à sensibiliser sur les comportements favorables à la préservation de son capital santé.



« En forme ! Et vous ? » : une journée gratuite pour faire le point.

Reconnues et renforcées dans la loi de santé, la prévention et la promotion de la santé sont les éléments déterminants pour sortir de la logique strictement curative.

C'est avec une thématique forte touchant l'ensemble de la population : hommes, femmes, enfants, actifs, retraités, cadres, techniciens, ouvriers... que la Cité de la santé a lancé sa première action de prévention. Plus qu'une « action », c'est une grande journée participative qui a été organisée autour des thèmes de l'alimentation et de l'activité physique.



Ainsi, les participants ont pu tester leur condition physique (force musculaire, souplesse, coordination, équilibre), participer à des animations culinaires (dégustation de variétés de fruits et légumes, création de recettes personnalisées...) et découvrir des expositions sur les 5 sens et l'équilibre alimentaire. Des conseils adaptés leur ont été donnés pour pouvoir adopter des comportements nutritionnels adéquats et protecteurs.

La Cité de la santé : apporter des réponses globales.

La Cité de la santé est une structure innovante portée, au cœur de Toulouse, par plusieurs institutions partenaires.

Initiée par le CHU de Toulouse, elle tend à rassembler, dans un même lieu, différents acteurs des secteurs médical, médico-social, associatif ainsi que les chercheurs, les collectivités territoriales, les patients et usagers du système de santé, pour des prises en charge globales. L'offre de santé y est principalement organisée en plates-formes ayant vocation à repérer des facteurs de risques, développer des interventions précoces en établissant des préconisations personnalisées et proposer un accompagnement vers des professionnels de proximité.

C'est dans cet esprit multipartenarial et global que la Mutualité Française Midi-Pyrénées s'est vu confier la coordination de la prévention et de la promotion de la santé.

Prochains rendez-vous prévention à la Cité de la santé

- Animations sur le dépistage organisé du cancer colorectal (mars)
- Animations sur l'alimentation et l'activité physique (avril)
- Animations sur le dépistage organisé du cancer du sein (octobre)
- Conférence sur l'activité physique (mars)
- Initiation aux gestes d'urgence (mai à juillet)
- Théâtre-forum « Clandestin, voyage en autisme(s) » (novembre)
- Cycle d'ateliers activité physique avec le programme « Tout le monde bouge ! » (avril à juin)
- Animation sur le dépistage du diabète (septembre)
- Animation sur la santé visuelle (novembre)

Les Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes.

La nouvelle édition du guide des EHPAD est désormais disponible. Véritable outil d'orientation, il présente les 437 EHPAD, par département, sous forme de fiches détaillées incluant coordonnées, prestations, tarifs et reste à charge minimum. Ce dernier, entièrement à la charge du patient, peut varier du simple à plus du double selon les établissements et/ou les zones géographiques.

Dans un contexte de recomposition du paysage médico-social, la Mutualité Française Midi-Pyrénées se préoccupe plus que jamais du défi que représentent le vieillissement et la prise en charge de la dépendance. Par ce guide, la Mutualité Française Midi-Pyrénées apporte une information actualisée, permettant aux adhérents et au grand public d'effectuer des choix plus éclairés.

Ainsi, chacun des 437 établissements fait l'objet d'une présentation détaillée incluant les coordonnées, le statut, les prestations, le cadre de vie, les tarifs et le reste à charge minimum.

Ce critère essentiel dans le choix du futur résident et de sa famille peut varier de manière significative selon les établissements, de 38,08 €/jour à 102,63 €/jour. Cette disparité se constate également en fonction des départements. Totalem-



à la charge des résidents et de leurs familles, le reste à charge minimum moyen peut s'élever de 1693 €/mois en Aveyron jusqu'à 2250 €/mois en Haute-Garonne.

D'autres frais non inclus peuvent se rajouter à ces montants comme l'entretien du linge ou l'intervention de professionnels de santé.

Le guide mentionne également l'existence d'unités spécifiques liées à l'hébergement des malades d'Alzheimer ou de maladie apparentées (PASA/UHR).

Afin de favoriser l'accessibilité à une prise en charge de qualité à des tarifs maîtrisés, le logo « conseillé par la Mutualité » oriente l'utilisateur vers les établissements répondant à une liste de critères définis avec des professionnels.

Ces informations sont également disponibles sur :

www.masanteenmidipyrenees.fr

focus

L'UDSMA déploie l'HAD périnatale en Aveyron.

L'HAD périnatale permet de maintenir la future maman – avant et après son accouchement – dans son environnement, proche des siens, avec une continuité des soins, et d'assurer des conditions de sécurité qui s'appuient sur des professionnels et des équipements de la maternité. L'accouchement a lieu, comme d'habitude, au Centre Hospitalier.

L'UDSMA bénéficie actuellement de 6 places d'HAD périnatale sur Rodez et nourrit le projet de s'étendre sur le secteur villefrancois témoignant de la volonté de l'UDSMA d'être présente sur l'ensemble du territoire aveyronnais.

En pratique, l'équipe des sages-femmes de la maternité concernée prend en charge 24h/24h et 7 jours/7 la permanence des soins des patientes pour lesquelles une prescription médicale d'HAD périnatale a été posée.

Pour plus d'informations, contactez M. David Delpérié au 05 65 73 59 26

Un programme sur l'alimentation dédié à la petite enfance, en partenariat avec l'ARS*

La Mutualité Française Midi-Pyrénées, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé, développe un programme de prévention dédié à l'alimentation du jeune enfant dans les crèches de Midi-Pyrénées. Destiné aux professionnels, aux parents et aux enfants, ce programme d'ampleur s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention, pour agir sur les déterminants de santé dès le plus jeune âge.



La Mutualité Française Midi-Pyrénées, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé, propose d'accompagner les crèches à travers un programme de prévention et de promotion de la santé, sur le thème de l'alimentation. Ce programme de prévention à destination des professionnels, des parents et des enfants prend en compte la notion de parentalité afin de contribuer à l'amélioration de la santé des enfants.

En quoi consiste le programme ?

Une sensibilisation inter-crèches d'une demi-journée est proposée aux professionnels des crèches sur l'ensemble des thématiques liées à l'alimentation du jeune enfant :

- L'alimentation vecteur de communication ;
- Les compétences de l'enfant : autorégulation, diversification du goût ;
- L'alimentation, le sommeil et les écrans ;
- L'alimentation lactée exclusive : allaitement et lait infantile ;
- La diversification alimentaire : quand ? Comment ?
- Les familles d'aliments : intérêts nutritionnels ;
- Les apports conseillés selon l'âge et exemples de menus.

Ces sensibilisations sont animées par des intervenants spécialisés (pédiatre et diététicienne).

Un atelier d'information est proposé aux parents au sein de la crèche, aux heures auxquelles ils viennent chercher leurs enfants pour échanger avec une diététicienne et obtenir des conseils personnalisés.

Enfin, un atelier pour les enfants est organisé par les professionnels de crèche grâce aux outils fournis par la Mutualité Française Midi-Pyrénées (théâtre japonais, livret pédagogique « Mikalou », livret de recettes).

À la fin du programme une réunion permet aux professionnels des crèches d'échanger et de faire le point sur les différentes pratiques.

Pour plus de renseignements contactez : **Emeline SIMONIAN** au 05 34 44 33 17 ou **Gaëlle VELLAS** au 05 34 44 33 19

focus

La Mutualité Française signataire du Contrat Local de Santé du Grand Figeac

Le 6 novembre dernier, la Mutualité Française Midi-Pyrénées, représentée par Nicole Fournier, élue mutualiste, a signé le Contrat Local de Santé (CLS) du Grand Figeac, aux côtés de l'ARS, de la CPAM et de la MSA. Objectif principal : réduire les inégalités de santé dans ce territoire et améliorer l'accès aux soins.



De gauche à droite : Martin Malvy, ancien Président de la région Midi-Pyrénées, Monique Cavalier, Directrice de l'ARS Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et Nicole Fournier, élue mutualiste.

* Agence Régionale de Santé.

Agenda

JAN. > AVR. 2016



des actions de prévention de la
Mutualité Française en Midi-Pyrénées

DEPUIS LE 8 SEPTEMBRE

(1 séance tous les 15 jours)

Ateliers d'arts plastiques

Pour les personnes atteintes de cancers
AUCH (GERS)

DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE

(1 séance/semaine)

Ateliers d'arts plastiques

Pour les personnes atteintes de cancers
ou de maladies chroniques
AUZEVILLE (HAUTE-GARONNE)

FÉVRIER

23 FÉVRIER

Ski, cream and sun !

Stand sur la prévention solaire
VAL-LOURON (HAUTES-PYRÉNÉES)

25 FÉVRIER

Ski, cream and sun !

Stand sur la prévention solaire
LAGUIOLE (AVEYRON)

MARS

1^{er} MARS

Ski, cream and sun !

Stand sur la prévention solaire
MONTS D'OLMES (ARIÈGE)

22 MARS

Seniors : sport et santé

Conférence - débat à la Cité de la santé, suivi
d'un cycle d'ateliers « Tout le monde bouge ! »
TOULOUSE (HAUTE-GARONNE)

3 MARS

Ski, cream and sun !

Stand sur la prévention solaire
LUCHON-SUPERBAGNÈRES
(HAUTE-GARONNE)

30 MARS

Café Santé

Rencontre débat autour d'un café sur le cancer
ONET-LE-CHÂTEAU (AVEYRON)

31 MARS

Mars Bleu

Spectacle de rue et stand d'informations sur le
dépistage du cancer colorectal
TOULOUSE (HAUTE-GARONNE)

AVRIL

5 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
LALBENQUE (LOT)

5 ET 6 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
TOULOUSE (HAUTE-GARONNE)

6 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
MIREPOIX (ARIÈGE)

7 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
MONTAUBAN (TARN-ET-GARONNE)

14 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
TARBES (HAUTES-PYRÉNÉES)

15 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
GAILLAC (TARN)

15 AVRIL

En avril mangez, bougez, c'est facile !

Stand « Alimentation et activité physique »
MILLAU (AVEYRON)

Pour plus de renseignements sur ces rencontres santé : www.mutualite.midipyrenees.fr



MIDI-PYRÉNÉES

www.midipyrenees.mutualite.fr



facebook.com/mutualitefrancaisemidipyrenees